

INTERVENTION DE Pierre MAUROY

Clôture du Colloque des 26 et 27 octobre 1991

Objectif Santé

Monsieur le Ministre,
Mes Chers Camarades,
Mesdames et Messieurs,

Vous avez pris comme thème de ce colloque "Objectif Santé". Comment mieux résumer en effet, l'importance que les Français attachent à cette valeur fondamentale, expression première de l'autonomie à laquelle aspire chaque individu : la santé. Valeur dont la mise en œuvre relève éminemment du débat et de la décision politiques puisque assurer la santé à chaque citoyen, comporte une dimension éthique, une dimension économique, une dimension sociale et naturellement une très forte dimension médicale. Ce débat politique s'exprime par l'importance des choix à faire pour remplir un objectif sur lequel nous n'avons jamais varié : assurer les soins de haut niveau à tous, quelles que soient les conditions de race, de revenu, d'âge ou de culture.

Ce débat est naturellement complexe d'abord parce que nos interrogations sur la santé ne peuvent jamais se réduire à un ensemble de questions ou d'éléments purement rationnels, car c'est notre vie qui est en cause. Mais il est également complexe en raison des nombreuses dimensions évoquées à l'instant. Ainsi, les

gains d'espérance de vie, très forts, que nous enregistrons à l'heure actuelle et qui montrent que notre système est efficace sur le plan médical, expriment en fait une intensification du progrès technique autant qu'une amélioration des modes de vie. Or l'apparition de nouvelles thérapeutiques pose des questions éthiques de façon de plus en plus pressantes. Et je considère qu'il sera nécessaire que le Parlement légifère dans ce domaine tant il est clair qu'une absence d'une législation minimale peut conduire à divers débordements et renvoie sur les acteurs du terrain la résolution de questions qui relèvent en fait d'une éthique collective.

La fascination devant le progrès médical est donc la première caractéristique commune à tous les français qui s'interrogent à des degrés divers sur l'évolution du système de soins. Mais on ne peut ignorer un second trait dominant presque aussi fort : la préoccupation croissante devant la hausse continue des coûts de santé. Chacun sait que nos dépenses augmentent, augmentent très vite même puisque notre taux de croissance est environ deux fois supérieur à celui des autres pays développés. Chacun sait également que cette croissance ne peut pas être infinie. Et, nous devons nous demander si le rythme qu'elle connaît aujourd'hui correspond entièrement à une utilité médicale.

Et puis je n'aurais garde d'oublier l'inquiétude des professions de santé devant leur avenir. Cette inquiétude ne peut se réduire à une simple question de revenus dont on sait d'ailleurs qu'elle est largement infondée mais porte sur la fonction sociale qu'ils exercent, et sur le contenu de l'art médical qu'ils pratiquent.

Il y a donc une nécessité d'approcher la question de l'évolution du système de santé en prenant en compte toutes ces dimensions. C'est la seule façon rigoureuse d'aborder la réflexion et c'est bien le mérite de ce colloque que d'avoir dans son ordre du jour et dans les travaux que vous venez de poursuivre depuis deux jours, tenu à aborder l'ensemble de ces questions qui, je le sais, ont fait l'objet d'un intense travail de préparation depuis plusieurs mois. Je tiens donc à féliciter l'ensemble des participants et en particulier Jean-

Claude BOULARD, Secrétaire National aux Affaires Sociales et Claude PIGEMENT, Délégué National à la Santé, pour avoir organisé le colloque de cette façon.

Les conclusions de vos travaux vont contribuer à corriger de nombreuses idées reçues qui d'ailleurs ne sont pas toujours dues au hasard. Elles vont contribuer également au nécessaire débat sur les réformes nécessaires.

Je dis bien les réformes car notre pays est confronté à un double défi :

- Réforme du système de soins qui obtient encore sur le plan médical de bons résultats mais qui est caractérisé par un excès d'offre tant en ce qui concerne l'hôpital, public ou privé, que la médecine de ville
- Réforme également du système d'Assurance Maladie. Le service rendu est de qualité et nous socialistes, ne pouvons pas accepter des critiques injustes sur la Sécurité Sociale alors même que c'est un service public qui rembourse en 5 jours et dont les frais de gestion ne cessent de se réduire et sont maintenant inférieurs à 6 %. Mais le système d'Assurance Maladie souffre d'un manque de régulation : les dépenses sont importantes, les gaspillages le sont aussi. Bref, chaque cotisant, chaque décideur a à cœur de mieux employer l'argent consacré au remboursement des soins. Et comment peut-on s'acharner comme le font certains à refuser de voir que cette régulation caractérise tous les systèmes étrangers d'accès aux soins.

Dans le domaine de la santé, la réflexion du Parti Socialiste est déjà ancienne, alimentée ces dernières années, en particulier par les travaux du Groupe des Experts ainsi que par un colloque sur l'hôpital organisé, il y a peu, conjointement par les Experts et le Parti Socialiste. De même pouvons-nous nous appuyer sur l'action des gouvernements socialistes. Je m'honore d'avoir en 1983 et 1984 instauré le budget global sur les hôpitaux qui a donné un coup

d'arrêt incontestable à la dérive inflationniste des dépenses, même si aujourd'hui j'estime que cet instrument de régulation doit évoluer pour laisser place plus grande à l'autonomie de chaque établissement et permettre par ailleurs un redéploiement des moyens afin de réduire cet excès d'offres que j'évoquais à l'instant. Mais aujourd'hui, il nous faut aller plus loin encore et je crois que le débat peut se concentrer autour de trois questions :

La première -essentielle- est de savoir si notre pays veut maîtriser l'évolution de ses dépenses ou gaspiller. Ensuite parce que cette menace vise à escamoter la question essentielle, à savoir si dans la santé, la ressource financière, humaine est rare comme elle l'est dans n'importe quel autre secteur d'activités dans ce pays ou ailleurs dans le monde. Nier la rareté de la ressource, c'est légitimer le gaspillage. Dans quelle impasse nous mènerait un tel aveuglement ? On nous dit également que le progrès technique, que le vieillissement rendent nécessaire une croissance des dépenses de santé. Là encore, c'est un faux débat : Personne ne conteste cette croissance. Tout le problème -le vrai débat- est de savoir quelle importance doit avoir cette croissance et si la croissance enregistrée à l'heure actuelle en France, deux fois supérieure à celle des autres pays développés, est légitime. Rien ne permet à l'heure actuelle de le penser quand on compare, en France et en Europe, les dépenses et l'état sanitaire de la population. Maîtriser ou gaspiller, voilà une question que l'on ne peut escamoter.

Les adversaires de la maîtrise lui opposent systématiquement la menace du rationnement mais cette objection est-elle seulement admissible ? Je réponds clairement que non. D'abord parce que l'argument est indécent quand on sait que notre consommation de soins nous situe au troisième rang mondial et que le taux de croissance de ces dépenses ne cesse de nous écarter de tous nos partenaires européens. Oui est-il décent de brandir la menace du rationnement et donc de pénurie quand on est en situation d'abondance ?

La deuxième question porte sur le partenariat à construire entre le Gouvernement -comptable devant la Nation de l'existence d'une solidarité entre les générations, -entre riches et pauvres-, les Caisses d'Assurance Maladie qui représentent un modèle de décentralisation sociale, qu'il faut encore renforcer, caractérisé par une gestion par les partenaires sociaux- et puis enfin les professions de santé dont les médecins. Construire ce partenariat doit s'organiser autour de la volonté commune d'adopter une démarche progressive. Cette démarche est nécessairement progressive parce que l'existence d'une régulation partenariale ne s'improvise pas ; parce que nous aurons dans un premier temps à notre disposition des instruments nécessairement sommaires ; parce que la régulation médicalisée privilégiant comme critère l'utilité médicale, écartant donc radicalement le rationnement, cette maîtrise, cette régulation médicalisée ne peut être mise en place que très progressivement. Mais l'essentiel est ailleurs. Allons-nous cesser de tergiverser ? Allons-nous essayer de gagner encore un peu de temps -c'est-à-dire en réalité d'en perdre- alors même que dans tous les pays développés des instruments de maîtrise divers mais dont nous pouvons nous inspirer sont partout mis en place ? Sur ce point, je tiens à saluer tout particulièrement le protocole signé entre la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et le Gouvernement définissant la responsabilité de chacun de ces deux acteurs et affirmant une volonté commune de maîtriser l'évolution des dépenses de santé et de maintenir le taux de remboursement. On a dit cet accord "historique" -je le crois volontiers- maintenant cet accord représente un défi pour les médecins : sauront-ils rallier le camp de la raison, rallier le camp de la responsabilité de ceux qui veulent moderniser le système, assurer sa pérennité ou bien sombreront-ils dans le corporatisme ? Le refus de l'évolution s'exprime assez clairement par les déclarations et les ambitions des organisateurs de la manifestation du 17 novembre.

Enfin, la troisième question qui se pose aujourd'hui est : voulons-nous maintenir l'égal accès de tous au système de santé ? Oh certes, j'entends bien les sirènes de ceux qui disent que c'est

maintenant chose impossible, que les recettes de la Sécurité Sociale sont insuffisantes pour assurer cet égal accès, que la privatisation assurera la liberté de chacun. Rien de tout cela n'est conforme au fait, rien de tout cela ne correspond à la réalité observée dans les autres pays développés qui se sont attelés depuis beaucoup plus longtemps que nous à la maîtrise. On nous parle de hausse du ticket modérateur comme si l'expérience faite dans ce domaine depuis vingt ans n'avait pas donné des résultats clairs. La hausse du ticket modérateur n'est pas une solution financière : elle n'a nullement empêché en France la dérive des dépenses de santé et une croissance plus forte qu'ailleurs. Elle est enfin détestable sur le plan social puisqu'elle pèse lourdement sur les bas revenus. Est-elle plus acceptable culturellement ? Il suffit de voir l'attitude des françaises que le Parti Socialiste comprend et soutient face au non remboursement des pillules contraceptives minidoses ! Ces messieurs qui se veulent des libéraux à tout crin feraient bien de méditer cet exemple avant de prôner la suppression du remboursement comme pseudo méthode de régulation. Le Parti Socialiste affirme son opposition résolue à cette régulation ersatz qui ne correspond pas à un traitement au fond du problème, mais qui représente en fait une solution de facilité sur le dos des plus pauvres et mène à la destruction de la Sécurité Sociale.

• • •

Mes Chers Camarades, la tenue de votre colloque, la richesse des débats que vous avez réalisés depuis deux journées, constituent une illustration forte de la volonté du Parti Socialiste de s'impliquer dans des questions qui touchent à la fois la vie quotidienne et les valeurs fondamentales de notre société. Nous nous appuyons sur une force extrêmement grande : c'est l'attachement des Français à la santé, l'attachement des Français à

la solidarité et à la Sécurité Sociale. Forts de l'appui des Français, nous pouvons avancer, non pas contre : contre les médecins, contre les cliniques, contre les hôpitaux mais au contraire pour, c'est-à-dire avec tous les partenaires, rebâtir un système qui a besoin de réformes en tenant compte notamment des performances acquises en matière médicale grâce à ce système mais en tenant compte aussi de ses insuffisances en terme de régulation. C'est l'intérêt de tous. Bien sûr, nous mettons au premier plan l'intérêt des assurés ; ce sont eux qui payent, ce sont eux qui gèrent le système de Sécurité Sociale, mais nous prenons également en compte l'intérêt de notre société : nous ne construirons pas l'Europe sans solidarité et la Sécurité Sociale est l'un des traits fondamentaux de l'Europe à construire.

L'intérêt des médecins enfin, car comment imaginer construire une profession médicale reconnue à la fonction sociale évidente, des revenus importants sur les décombres de la Sécurité Sociale et donc l'absence de solvabilisation d'une fraction importante des assurés ? De ce point de vue, nombre de médecins, et sans doute d'abord les organisateurs de la manifestation du 17 novembre, n'ont pas assez médité l'échec flagrant que constitue un système libéral à l'américaine.

Mes Chers Camarades, j'aurai à cœur que la conclusion de vos travaux s'intègre pleinement dans le projet que nous sommes en train d'élaborer et qui va maintenant être soumis à tous nos militants. Non seulement parce que le sujet s'y prête -je ne doute pas que les militants du Parti Socialiste accordent un intérêt particulier à ce sujet- mais aussi parce que vos propositions, les questions que vous posez, les propositions de réponses que vous apportez, rentrent pleinement dans le cadre du débat que nous avons lancé.

Merci à tous.